

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2012-2013

**Demandes de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**



COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
RP75.	Nombre de poursuites recommandées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs qui effectuaient des travaux ne respectant pas le champ d'application de l'article 19 de la Loi R-20 au cours de la dernière année.
RP76.	Nombre de poursuites recommandées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs relativement aux articles de la Loi R-20 concernant des actes d'intimidation ou de violence sur les chantiers, par année depuis 2003.
RP77.	Liste des mesures en place concernant l'accès et le maintien des femmes dans l'industrie de la construction, en indiquant le nombre moyen d'heures travaillées par les femmes par rapport aux hommes dans les métiers concernés et le revenu moyen annuel pour chacun des sexes.
RP78.	Dépenses reliées au Fonds de formation de l'industrie de la construction, organigramme et état de situation, en indiquant le nombre de travailleurs qui ont bénéficié du Fonds depuis sa création et ventilation par année.
RP79.	Nombre de certificats de compétence décernés, ventilation par région et par métier ou occupation depuis deux ans.
RP80.	Nombre de travailleurs manquant ou en surplus, ventilé par région et par métier ou occupation en 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013
RP81.	Prévisions de surplus ou de manque de main-d'œuvre par métier ou par occupation pour les cinq prochaines années.
RP82.	Composition, budgets, mandats et rapports des comités main-d'œuvre Ontario-Québec.
RP83	Nombre d'exemptions de détenir un certificat de compétences au cours de la dernière année et motifs.
RP84.	Nombre d'inspections effectuées par la CCQ, liste des chantiers enquêtés et résultats des enquêtes pour les cinq dernières années.
RP85.	Évolution du nombre d'inspecteurs à l'emploi de la CCQ depuis 2003-2004, par année et prévisions d'embauche pour 2012-2013.
RP86.	Évolution du nombre d'employés dédiés à la lutte au travail au noir à l'emploi de la CCQ depuis 2003-2004, par année.
RP87.	Tout document relativement à la subvention octroyée par le ministre du Travail afin de lutter contre le travail au noir.
RP88	Total des dépenses, incluant les honoraires d'avocat, de la CCQ relativement à la requête en madamus intentée par le Local 711 des métiers de l'acier et le Conseil provincial du Québec des métiers de la construction pour les années 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP75

Nombre de poursuites recommandées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs qui effectuaient des travaux ne respectant pas le champ d'application de l'article 19 de la Loi R-20 au cours de la dernière année.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Année 2011

Employeurs	5 411
Salariés	3 964
TOTAL	9 375
Employeurs différents	3 110
Salariés différents	3 664
TOTAL	6 774

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Information complémentaire à la fiche RP75

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPX75

Nombre de poursuites recommandées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs qui effectuaient des travaux ne respectant pas le champ d'application de l'article 19 de la Loi R-20 au cours de la dernière année.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Types d'infraction	Année 2009	Année 2010	Année 2011
Non-détention de certificat de compétence	5 591	5 003	5 062
Qualification / Juridiction	1 933	1 551	1 613
Non-enregistrement à la CCQ (Employeurs)	443	451	502
Remises mensuelles non conformes	1 975	1 603	1 714
Refus (accès et renseignements), entraves	234	245	263
Autres	213	200	221
Total	10 389	9 053	9 375

Employeurs	6 043	5 223	5 411
Salariés	4 346	3 830	3 964
TOTAL	10 389	9 053	9 375
Employeurs différents	3420	3 011	3 110
Salariés différents	3 933	3 542	3 664
TOTAL	7 353	6 553	6 774

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP76

Nombre de poursuites recommandées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs relativement aux articles de la Loi R-20 concernant des actes d'intimidation ou de violence sur les chantiers, par année depuis 2003.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Poursuites recommandées par la CCQ au DPCP
au 31 décembre 2011

Infractions relatives à l'intimidation, la discrimination, les ralentissements de travail et autres infractions	2010	2011
Nombre de dossiers	119	434
Nombre de recours pénaux recommandés par la CCQ au DPCP (L'année correspond à celle du dépôt de la plainte.)*	197	245

* Une ou plusieurs poursuites pénales peuvent être recommandées suite au dépôt d'une seule plainte.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Information complémentaire à la fiche RP76

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPX76

Nombre de poursuites recommandées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs relativement aux articles de la Loi R-20 concernant des actes d'intimidation ou de violence sur les chantiers, par année depuis 2003.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le 13 décembre 2005, le *Projet de loi 135* confiait à la Commission de la construction du Québec (CCQ) la responsabilité de mener les enquêtes, notamment sur des plaintes relatives à des gestes d'intimidation, de discrimination et d'arrêts de travail.

La CCQ est chargée de mener des enquêtes, de collecter et de colliger l'information et de recueillir des éléments de preuve permettant de recommander des poursuites pénales. Elle transmet des rapports d'enquêtes ou des rapports d'infraction générale au *Directeur des poursuites criminelles et pénales* (DPCP). Le DPCP procède à l'analyse des dossiers transmis par la Commission et, le cas échéant, autorise l'exercice de recours pénaux. C'est le Directeur des poursuites criminelles et pénales qui entreprend les poursuites.

Les motifs pour lesquels le DPCP peut refuser d'intenter une poursuite sont :

- ✓ Raison administrative
- ✓ Dérogation reprochée ne constitue pas une infraction à la Loi R-20
- ✓ Preuve insuffisante
- ✓ Identification non confirmée
- ✓ Probité de la preuve ou autres éléments telle la preuve d'intention constitutive d'une infraction
- ✓ Décès du contrevenant

N.B. Une plainte constituant un événement (ralentissement de travail en juin 2011) pour un chantier a généré 50 poursuites contre des salariés. Suite à l'étude du dossier, le DPCP a refusé d'autoriser ces recours, ce qui augmente considérablement le nombre de refus de poursuites.

Suite aux enquêtes effectuées par la CCQ, depuis le 13 décembre 2005, 492 poursuites ont été recommandées. Certaines des recommandations effectuées par la Commission sont toujours à l'étude par le DPCP.

Voir tableau complet ci-joint (Annexe RPX76).

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

Annexe RPX76



Recours recommandés et/ou entrepris suite au dépôt d'une plainte depuis les modifications apportées par le projet de loi 135 entré en vigueur le 13 décembre 2005 (version détaillée)

État des recours	Nombre de plaintes ou de recours								
	Total	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Nombre total de plaintes	673	2	66	10	3	29	119	434	10
Plaintes faisant l'objet de recommandation(s) de recours pénal(aux) ou de recours civil(s) en injonction	153	1	31	1	0	15	30	75	0
Nombre de recours civil en injonction exercés	1	1		0	0	0	0	0	0
Nombre de recours pénaux recommandés au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	492	0	3	1	0	46	197	245	0
Nombre de dossiers de recours pénaux sous analyse par le DPCP	95	0	0	0	0	0	0	95	0
Nombre de refus de poursuite par le DPCP	84	0	0	0	0	7	70	7	0
Signification impossible ou autres incidents	1	0	0	0	0	1	0	0	0
Nombre de constats d'infraction émis et signifiés par le Bureau des infractions et amendes (BIA)	319	0	3	2	0	44	127	143	0
Nombre de plaidoyers de culpabilité enregistrés ou de jugements réputés rendus (paiement du constat)	9	0	0	0	0	1	6	2	0
Nombre de plaidoyers de non-culpabilité enregistrés	169	0	3	2	0	43	121	106*	0
En attente de procès	245	0	0	0	0	22	117	106	0
Retrait des charges ou autres incidents judiciaires	4	0	1	0	0	0	3	0	0
Dossier en délibéré (audition terminée mais en attente de jugement)	1	0	0	0	0	1	0	0	0
Déclarations de non-culpabilité (jugement rendu)	3	0	0	0	0	3	0	0	0
Déclarations de culpabilité ou plaidoyers de culpabilité (jugement rendu ou changement de plaidoyer)	22	0	2	2	0	17	1	0	0

* Pour 35 recours pénaux, nous sommes en attente du plaidoyer du contrevenant suite à la signification du constat.

Objet des recours pénaux recommandés (Loi R-20 ou R.e.m.s.)	Nombre de recours								
	Total	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Nombre total des recours recommandés	492	0	3	1	0	46	197	245	0
Articles 31, 98 ou 99 : Publicité ou sollicitation interdite	1		1						
Article 100 : Domination de l'association par l'employeur	0								
Article 101 : Intimidation, mesures discriminatoires, représailles, menace ou contrainte	6					6			
Article 101 a) : Refus d'embauche, licenciement ou menace de licenciement	1							1	
Article 101 b) : Mesures disciplinaires ou autre modification des conditions de travail	0								
Article 101, 3e alinéa : Référence d'embauche arbitraire ou discriminatoire	0								
Article 101, 4e alinéa : Pression sur un tiers	3					1	2		
Article 102 : Discrimination non-adhésion à une association	0								
Article 103 : Refus d'embauche parce que pas référencé par association	0								
Article 104 : Refus membre parce que pas embauché par employeur	0								
Article 111.1 : Contrevient à l'article 7.4.1	0								
Article 113 : Arrêt ou ralentissement de travail et lock-out illégaux	463		2	0		36	188	237	
Article 113.1 Menaces ou intimidations - entraver ou arrêter activités sur un chantier	5	N / A	N / A	N / A	N / A		2	3	
Article 115 : Avantage par employeur à représentant syndical ou délégué de chantier	0								
Article 115.1 : Fausse déclaration, remise d'avis d'élection - délégué de chantier	2					1		1	
Article 116 : Contrevient au paragraphe a) ou b) de l'article 88	0								
Article 117 : Contrevient à l'article 26 (Exercer fonctions syndicales lorsqu'inhabile)	2					1		1	
Article 43 et 120 : Privation des moyens d'embauche ou de la liberté de choix	4			1		1	2		
Autres infractions	5						3	2	

Région dans laquelle les infractions ont été commises	Nombre de recours								
	Total	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Nombre total des recours recommandés	492	0	3	1	0	46	197	245	0
1 : Îles-de-la-Madeleine	0								
2 : Gaspésie / Bas-Saint-Laurent	14					1	13		
3 : Saguenay / Lac-Saint-Jean	20					5	15		
4 : Québec	76		1				52	23	
6 : Trois-Rivières	16		2	1				13	
7 : Cantons-de-l'Est	35						5	30	
8 : Montréal	210					19	80	111	
9 : Outaouais	27						2	25	
10 : Nord-Ouest (Abitibi-Témiscamingue)	29						25	4	
11 : Côte-Nord	62					18	5	39	
13 : Baie-James	3					3	0		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP77

Liste des mesures en place concernant l'accès et le maintien des femmes dans l'industrie de la construction, en indiquant le nombre moyen d'heures travaillées par les femmes par rapport aux hommes dans les métiers concernés, et le revenu moyen annuel pour chacun des deux sexes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis l'adoption du programme d'accès à l'égalité soit depuis 1997, le nombre de femmes dans l'industrie de la construction affiche des hausses substantielles. En 2011, un total de 2 067 femmes sont actives dans l'industrie de la construction. La part des femmes **augmente ainsi à 1,30 %**, soit quatre fois plus élevée que ce qu'elle était en 1997. Le nombre de femmes **enregistre une croissance de près de 9 %** comparativement à 2010 alors que la main-d'œuvre globale augmente de 4 %.

Plusieurs mesures du programme d'accès à l'égalité sont toujours en vigueur notamment :

- Les femmes diplômées n'ont pas à détenir de garantie d'emploi de 150 heures de travail pour obtenir leur certificat de compétence;
- Le renouvellement d'un certificat de compétence apprenti, échu après sa période de validité de deux ans, si 150 heures de travail ont été rapportées par un ou des employeurs pendant ces deux années;
- Lors d'une demande de main-d'œuvre par les employeurs, on priorise la référence des femmes selon le métier, la région et les heures travaillées.

Nombre de femmes selon le métier et l'occupation, 2011

Métier/occupation	Total des femmes	Total de la part des femmes
Briqueur-maçon	26	0,5 %
Calorifugeur	37	4,0 %
Carreleur	63	2,8 %
Charpentier-menuisier	315	0,7 %
Chaudronnier	5	0,7 %
Cimentier-applicateur	21	0,8 %
Couvreur	23	0,4 %
Électricien	169	1,0 %
Ferblantier	39	0,9 %
Ferrailleur	12	0,7 %
Frigoriste	8	0,3 %
Grutier	9	0,5 %
Mécanicien d'ascenseur	8	0,9 %
Mécanicien de chantier	3	0,2 %
Mécanicien de machines lourdes	0	0,0 %
Mécanicien en protection-incendie	2	0,2 %
Monteur d'acier de structure	11	0,5 %

Monteur-mécanicien vitrier	12	0,6 %
Opérateur de pelles	26	0,4 %
Opérateur d'équipement lourd	42	0,6 %
Peintre	541	9,6 %
Plâtrier	123	4,0 %
Poseur de revêtements souples	18	1,5 %
Poseur de systèmes intérieurs	29	1,2 %
Serrurier de bâtiment	10	0,9 %
Tuyauteur	45	0,5 %
Total des métiers	1 597	1,2 %
Boutefeu/Foreur	9	1,3 %
Conducteur de camions	21	2,3 %
Magasinier/Commis	8	29,6 %
Manœuvre	303	1,4 %
Préposé à l'arpentage	103	8,3 %
Soudeur	8	0,9 %
Autres occupations	18	0,6 %
Total des occupations	470	1,7 %
Total	2 067	1,3 %

Source : CCQ.

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Information complémentaire à la fiche RP77

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPX77

Liste des mesures en place concernant l'accès et le maintien des femmes dans l'industrie de la construction, en indiquant le nombre moyen d'heures travaillées par les femmes par rapport aux hommes dans les métiers concernés, et le revenu moyen annuel pour chacun des deux sexes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis l'entrée en vigueur du programme d'accès à l'égalité des femmes à l'industrie de la construction (PAE), soit depuis 1997, de nouvelles conditions réglementaires visant à favoriser l'accès des femmes, leur maintien et l'augmentation du nombre sur le marché du travail sont en vigueur.

Parmi ces nouvelles conditions, les suivantes:

- La délivrance d'un certificat de compétence apprenti qui échoit après deux ans, à une titulaire d'une reconnaissance d'études professionnelles de niveau secondaire reconnue,
- Les femmes détentrices d'un diplôme d'études secondaires n'ont pas à détenir de garantie d'emploi de 150 heures de travail pour obtenir leur certificat de compétence;
- Le renouvellement d'un certificat de compétence apprenti, échu après sa période de validité de deux ans, si 150 heures de travail ont été rapportées par un ou des employeurs pendant ces deux années;
- Lors d'une demande de main-d'œuvre par les employeurs, on priorise la référence des femmes selon le métier, la région et les heures travaillées.

Depuis 1997, la CCQ a posé des gestes pour attirer et intégrer des femmes aux chantiers de construction. Le bilan détaillé est en préparation. Soulignons les actions suivantes :

- La CCQ a fait paraître, à plusieurs reprises, au « *Bulletin destiné aux employeurs de l'industrie de la construction* » la liste de ces mesures ainsi que la démarche à suivre pour ceux désirant embaucher une femme. Les employeurs ont été invités à s'adresser à notre service à la clientèle qui voit à leur référer cette main-d'œuvre, selon leurs besoins.
- À la demande de la CCQ, certaines écoles offrant des programmes de formation de l'industrie de la construction ont poursuivi leur initiative de réserver des places aux femmes.
- La CCQ accorde annuellement des sommes d'argent destinées à supporter les centres de formation dans l'implantation de tels services.
- La CCQ participe également au Concours Chapeau les filles.
- Dans le cadre de l'offre du programme de formation aux occupations, la priorité est donnée aux femmes qui se sont inscrites au cours.

Gestes récents

Recommandation du groupe de travail sur l'amélioration du fonctionnement de l'industrie de la construction

- Que la ministre du Travail demande à chacune des associations syndicales représentatives et des associations d'entrepreneurs de lui présenter un plan d'action à court et moyen terme afin d'augmenter la présence des femmes dans l'industrie de la construction.

Actions récentes de la CCQ

- Sondage mené auprès de groupe de discussion de femmes et d'employeurs pour mieux comprendre les enjeux d'intégration de la main-d'œuvre femme à l'industrie de la construction;
- Appui au projet pilote CIME ESTRIE : favoriser l'intégration et le maintien d'un plus grand nombre de femmes;
- Accompagnement de la CCQ dans le déploiement d'un projet du groupe *Dimension Travail* visant à intégrer et à maintenir les femmes œuvrant dans les métiers non traditionnels (2011);
- Représentation de la CCQ dans les salons-emploi à travers la province dont les salons-emploi visant la main-d'œuvre féminine.

Actions en cours et à venir

1. Finalisation d'un bilan détaillé et préparation d'un nouveau PAE;
2. Consultation auprès des réseaux gouvernementaux, du milieu des femmes et des partenaires du marché du travail du secteur de la construction;
3. Adoption du nouveau PAE par le conseil d'administration à l'automne 2012;
4. Lancement et mise en œuvre du nouveau PAE fin 2012;

Portrait statistique

En 2011, un total de 2 067 femmes sont actives dans l'industrie de la construction. La part des femmes augmente ainsi à 1,30 %, soit quatre fois plus élevées que ce qu'elle était en 1997. Le nombre de femmes enregistre une croissance de près de 9 % comparativement à l'année précédente alors que la main-d'œuvre globale augmente de 4 %.

Au cours des années, les femmes ont progressé en ce qui a trait aux entrées de main-d'œuvre¹. Alors qu'elles représentaient seulement 1 % des entrées en 1997, cette part a plus que doublé pour atteindre 2,7 % en 2011. Au cours de cette période, un nombre substantiel de 4 428 femmes ont débuté une carrière dans l'industrie de la construction, dont 390 en 2011.

Les femmes intègrent l'industrie le plus souvent à titre d'apprenties (73 % des entrées). Peu de femmes entrent à titre de compagnon : seulement 3 % des femmes entrent par cette voie alors que la proportion est de 10 % pour l'ensemble de la main-d'œuvre. La proportion d'entrées à titre d'occupation est similaire aux hommes.

Les nouvelles apprenties de cette période sont diplômées dans une proportion de 41 %, ce qui est égal à l'ensemble de la main-d'œuvre, qui est diplômée à 41 %.

Le profil des femmes actives en 2011 est notablement différent de celui des hommes. Étant donné leur intégration récente, les femmes cumulent en moyenne cinq années d'activité comparativement à douze années pour les hommes. Relativement au statut, elles sont apprenties dans une très large proportion, soit 59 %, comparativement à 32 % pour les hommes. Seulement 18 % des femmes sont compagnons alors que la proportion est de 50 % pour les hommes. Finalement, le statut d'occupation est détenu par 23 % des femmes, comparativement à 18 % pour les hommes.

Chez les apprenties, la présence des femmes est proportionnellement **plus élevée dans les métiers de peintre, calorifugeur, plâtrier et carreleur**. De même, les occupations de magasinier/commis et de préposé à l'arpentage sont détenues relativement plus souvent par des femmes. **À l'inverse, la part des femmes apprenties est relativement faible dans les métiers de briqueteur-maçon, mécanicien en protection-incendie et frigoriste.**

¹ Personne ayant travaillé au moins une heure dans l'année et qui ne l'avait jamais fait auparavant, ce qui exclut les retours.

Nombre de femmes selon le métier et l'occupation, 2011

Métier/occupation	Femmes			Part des femmes		
	Apprenti	Compagnon	Total	Apprenti	Compagnon	Total
Briqueteur-maçon	19	7	26	0,8 %	0,3 %	0,5 %
Calorifugeur	18	19	37	6,3 %	3,0 %	4,0 %
Carreleur	52	11	63	4,3 %	1,1 %	2,8 %
Charpentier-menuisier	277	38	315	1,3 %	0,2 %	0,7 %
Chaudronnier	3	2	5	2,5 %	0,3 %	0,7 %
Cimentier-applicateur	18	3	21	1,5 %	0,2 %	0,8 %
Couvreur	20	3	23	0,8 %	0,1 %	0,4 %
Électricien	115	54	169	2,0 %	0,5 %	1,0 %
Ferblantier	25	14	39	1,6 %	0,5 %	0,9 %
Ferrailleur	8	4	12	1,3 %	0,3 %	0,7 %
Frigoriste	6	2	8	0,6 %	0,1 %	0,3 %
Grutier	3	6	9	1,3 %	0,4 %	0,5 %
Mécanicien d'ascenseur	4	4	8	1,3 %	0,6 %	0,9 %
Mécanicien de chantier	2	1	3	1,2 %	0,1 %	0,2 %
Mécanicien de machines lourdes			0	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Mécanicien en protection-incendie	1	1	2	0,3 %	0,2 %	0,2 %
Monteur d'acier de structure	7	4	11	1,5 %	0,2 %	0,5 %
Monteur-mécanicien vitrier	11	1	12	1,0 %	0,1 %	0,6 %
Opérateur de pelles	10	16	26	0,8 %	0,3 %	0,4 %
Opérateur d'équipement lourd	25	17	42	2,1 %	0,3 %	0,6 %
Peintre	439	102	541	15,7 %	3,6 %	9,6 %
Plâtrier	95	28	123	5,7 %	1,9 %	4,0 %
Poseur de revêtements souples	12	6	18	3,2 %	0,8 %	1,5 %
Poseur de systèmes intérieurs	18	11	29	1,7 %	0,8 %	1,2 %
Serrurier de bâtiment	8	2	10	2,2 %	0,3 %	0,9 %
Tuyauteur	33	12	45	1,1 %	0,2 %	0,5 %
Total des métiers	1 229	368	1 597	2,4 %	0,5 %	1,2 %
Boutefeu/Foreur			9			1,3 %
Conducteur de camions			21			2,3 %
Magasinier/Commis			8			29,6 %
Manœuvre			303			1,4 %
Préposé à l'arpentage			103			8,3 %
Soudeur			8			0,9 %
Autres occupations			18			0,6 %
Total des occupations			470			1,7 %
Total			2 067			1,3 %

Source : CCQ

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP78

Dépenses reliées au Fonds de formation de l'industrie de la construction, organigramme et état de situation, en indiquant le nombre de travailleurs qui ont bénéficié du fonds depuis sa création et ventilation par année.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Année scolaire	Main-d'œuvre participant aux activités de perfectionnement organisées par la CCQ
2010-2011	20 713

DÉPENSES DES FONDS DE FORMATION DÉDIÉS AUX TRAVAILLEUSES ET
TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Débours	2011 PRÉLIMINAIRE
Frais d'administration Dépenses liées au Comité de gestion de l'utilisation du Fonds de formation de l'industrie de la construction (secteurs commercial, institutionnel, industriel, génie civil et voirie)	2 950 550 \$
Dépenses liées au Comité de gestion du Plan de formation des travailleurs du secteur résidentiel	1 428 000 \$
Dépenses liées aux actions de la CCQ	3 100 236 \$
Frais pour les activités de perfectionnement Fonds de formation de l'industrie de la construction	20 832 408 \$
Plan de formation des travailleurs du secteur résidentiel	5 080 997 \$
Total	33 392 191 \$

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Information complémentaire à la fiche RP78

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPX78

Dépenses reliées aux Fonds de formation de l’industrie de la construction, organigramme et état de situation, en indiquant le nombre de travailleurs qui ont bénéficié du fonds depuis sa création et ventilation par année.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Année scolaire	Main-d'œuvre participant aux activités de perfectionnement organisées par la CCQ
1998-1999	2 284
1999-2000	2 359
2000-2001	3 502
2001-2002	7 003
2002-2003	8 788
2003-2004	15 261
2004-2005	14 205
2005-2006	15 312
2006-2007	17 231
2007-2008	20 104
2008-2009	21 961
2009-2010	20 843
2010-2011	20 713

Participation

Pour quatre années de suite, la participation aux activités ne dérougit pas. L'année 2010-2011 fut exceptionnelle avec un record de participation chez les compagnons et en participations volontaires. Un total de 2 035 groupes a été réalisé pour la formation de 20 713 participants. En chiffres absolus, avec 15 301 personnes uniques ayant participé aux activités de perfectionnement et recyclage, il s'agit de près de 10 % de la main-d'œuvre active de l'industrie de la construction s'étant perfectionnées dans des activités relevant de leur métier, de leur occupation et en réponse à des besoins exprimés par le marché du travail.

Frais pour les activités de perfectionnement

La diminution des dépenses reliées aux activités de formation de 2010 à 2011 est principalement causée par la baisse des incitatifs, la durée moyenne des cours ayant diminué comparativement à 2010.

LOI R-20

Ministre du Travail

Élabore et propose les politiques et mesures relatives à la main-d'œuvre dans l'industrie

Conseil d'administration
de la CCQ
(tripartite)

- s'assure de la compétence la main-d'œuvre
- veille à l'application de mesures et de programmes relatifs à la formation professionnelle
- administre tout fonds de formation et fait rapport de l'utilisation des fonds au ministre
- élabore des programmes relatifs à la formation professionnelle
- donne avis au ministre de l'Éducation
- atteste de la participation des entreprises (loi 1 %)

Comité sur la formation
professionnelle de l'industrie de la
construction
(CFPIC)
(paritaire)

- donne avis à la CCQ sur toute question relative à la formation professionnelle,
- estime les besoins qualitatifs et quantitatifs, de l'industrie et voit à leur satisfaction
- fait toute proposition destinée à favoriser l'objet de la loi du 1 % (1995, chapitre 43),
- détermine les règles générales d'utilisation des fonds de formation

27 sous-comités
professionnels

9 sous-comités
régionaux

17comités de
gestion d'école

CONVENTIONS COLLECTIVES

Comité de gestion de l'utilisation du
Fonds de formation de l'industrie de
la construction
(non résidentiel)

Comité de gestion du Plan de
formation du secteur résidentiel

DÉPENSES DES FONDS DE FORMATION DÉDIÉS AUX TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

2002 À 2011

Débours	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 PRÉLIMINAIRE
<i>Frais d'administration</i>										
Dépenses liées au Comité de gestion de l'utilisation du Fonds de formation de l'industrie de la construction (secteurs commercial, institutionnel, industriel, génie civil et voirie)	1 487 612 \$	779 096 \$	1 980 377 \$	1 546 177 \$	2 042 220 \$	1 875 243 \$	2 477 934 \$	2 595 739 \$	2 834 649 \$	2 950 550 \$
Dépenses liées au Comité de gestion du Plan de formation des travailleurs du secteur résidentiel	329 316 \$	553 444 \$	590,603 \$	264 300 \$	331 500 \$	401 348 \$	802 559 \$	1 155 094 \$	981 309 \$	1 428 000 \$
Dépenses liées aux actions de la CCQ	1 097 000 \$	1 209 953 \$	1 453 223 \$	1 590 126 \$	1 755 433 \$	1 806 842 \$	2 074 977 \$	2 265 491 \$	2 950 443 \$	3 100 236 \$
<i>Frais pour les activités de perfectionnement</i>										
Fonds de formation de l'industrie de la construction	12 397 000 \$	12 495 373 \$	14 065 647 \$	18 884 605 \$	21 275 802 \$	23 189 397 \$	20 992 284 \$	23 143 763 \$	21 782 215 \$	20 832 408 \$
Plan de formation des travailleurs du secteur résidentiel	739 000 \$	1 971 388 \$	3 053 517 \$	4 019 570 \$	4 599 487 \$	4 567 304 \$	5 140 220 \$	5 426 177 \$	5 090 634 \$	5 080 997 \$
Total	16 049 928 \$	17 009 254 \$	21 143 367 \$	26 304 778 \$	30 004 442 \$	31 840 134 \$	31 487 974 \$	34 586 264 \$	33 639 250 \$	33 392 191 \$

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP79

Nombre de certificats de compétence décernés, ventilation par région et par métier ou occupation depuis deux ans.
Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES
CERTIFICATS DE COMPÉTENCE APPRENTI
SELON LE MÉTIER – ANNÉE 2011

MÉTIERS	DIPLÔMÉS		NON DIPLÔMÉS		TOTAL	
	NOMBRE	%	NOMBRE	%	NOMBRE	%
Briqueur-maçon	519	8,42	31	0,82	550	5,54
Calorifugeur	19	0,31	44	1,17	63	0,63
Carreleur	110	1,78	199	5,28	309	3,11
Charpentier-menuisier	2 129	34,53	1 285	34,09	3 414	34,38
Chaudronnier	29	0,47	1	0,03	30	0,30
Cimentier applicateur	71	1,15	195	5,17	266	2,68
Couvreur	151	2,44	493	13,09	644	6,48
Électricien	1 268	20,57	8	0,21	1 276	12,84
Ferblantier	107	1,74	148	3,93	255	2,57
Ferrailleur	28	0,45	198	5,25	226	2,28
Grutier	26	0,42	0	0,00	26	0,26
Mécanicien d'ascenseur	38	0,62	8	0,21	46	0,46
Mécanicien de chantier	48	0,78	5	0,13	53	0,53
Mécanicien de machinerie lourde	30	0,49	5	0,13	35	0,35
Monteur d'acier de structure	42	0,68	112	2,97	154	1,55
Monteur-mécanicien (vitrier)	83	1,35	120	3,18	203	2,04
Opérateur d'équipement lourd	99	1,61	170	4,51	269	2,71
Opérateur de pelles mécaniques	78	1,27	112	2,97	190	1,91
Peintre	131	2,13	310	8,22	441	4,44
Plâtrier	107	1,74	169	4,48	276	2,78
Poseur de systèmes intérieurs	159	2,58	27	0,72	186	1,87
Poseur de revêtements souples	23	0,37	23	0,61	46	0,46
Serrurier en bâtiment	8	0,13	85	2,25	93	0,94
Tuyauteur	591	9,59	6	0,16	597	6,01
Mécanicien en protection incendie	48	0,78	5	0,13	53	0,53
Frigoriste	222	3,60	11	0,29	233	2,35
TOTAL	6 164	100 %	3 770	100 %	9 934	100 %

**RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES
CERTIFICATS DE COMPÉTENCE APPRENTI
SELON LA RÉGION DE PLACEMENT – ANNÉE 2011**

RÉGION DE PLACEMENT	DIPLÔMÉS		NON DIPLÔMÉS		TOTAL	
	NOMBRE	%	NOMBRE	%	NOMBRE	%
Îles-de-la-Madeleine	20	0,32	17	0,45	37	0,37
Bas-St-Laurent / Gaspésie	243	3,94	49	1,30	292	2,94
Saguenay / Lac-St-Jean	321	5,21	216	5,73	537	5,41
Québec	1 210	19,63	319	8,46	1 529	15,39
Mauricie / Bois-Francs	372	6,04	231	6,13	603	6,07
Cantons-de-l'Est	189	3,06	103	2,73	292	2,94
Montréal	3 323	53,91	2 216	58,79	5 539	55,76
Outaouais	221	3,59	435	11,54	656	6,60
Nord-Ouest	107	1,74	91	2,41	198	1,99
Côte-Nord	148	2,40	91	2,41	239	2,41
Baie-James	7	0,11	0	0,00	7	0,07
Extérieur	3	0,05	2	0,05	5	0,05
TOTAL	6 164	100 %	3 770	100 %	9 934	100 %

**RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES
CERTIFICATS DE COMPÉTENCE OCCUPATION
SELON LA RÉGION DE PLACEMENT – ANNÉE 2011**

RÉGION DE PLACEMENT	DIPLÔMÉS		NON DIPLÔMÉS		TOTAL	
	NOMBRE	%	NOMBRE	%	NOMBRE	%
Îles-de-la-Madeleine	3	0,54	0	0,00	3	0,06
Bas-St-Laurent / Gaspésie	28	5,00	7	0,17	35	0,75
Saguenay / Lac-St-Jean	62	11,07	16	0,39	78	1,66
Québec	71	12,68	825	19,95	896	19,08
Mauricie / Bois-Francs	25	4,46	11	0,27	36	0,77
Cantons-de-l'Est	19	3,39	95	2,30	114	2,43
Montréal	265	47,33	2,648	64,03	2,913	62,04
Outaouais	16	2,86	430	10,40	446	9,50
Nord-Ouest	11	1,96	64	1,55	75	1,60
Côte-Nord	60	10,71	6	0,15	66	1,41
Baie-James	0	0,00	32	0,77	32	0,68
Extérieur	0	0,00	1	0,02	1	0,02
TOTAL	560	100 %	4 135	100 %	4 695	100 %

NOMBRE DE CERTIFICATS DE COMPÉTENCE COMPAGNON ÉMIS EN 2011

RAISON DE LA DÉLIVRANCE	LE SALARIÉ A DÉJÀ ÉTÉ TITULAIRE COMPAGNON	LE SALARIÉ N'A JAMAIS ÉTÉ TITULAIRE COMPAGNON
TOTAL	88 080	14 330

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Information complémentaire à la fiche RP79

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPX79

Nombre de certificats de compétence décernés, ventilation par région et par métier ou occupation depuis deux ans.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES
CERTIFICATS DE COMPÉTENCE APPRENTI
SELON LE MÉTIER

	2009		2010		2011	
MÉTIERS	DIPLÔMÉS	NON DIPLÔMÉS	DIPLÔMÉS	NON DIPLÔMÉS	DIPLÔMÉS	NON DIPLÔMÉS
	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE
Briqueur-maçon	357	57	429	125	519	31
Calorifugeur	11	5	19	29	19	44
Carreleur	52	165	97	158	110	199
Charpentier-menuisier	1 722	502	2 053	1 816	2 129	1 285
Chaudronnier	28	0	32	0	29	1
Cimentier applicateur	37	174	59	138	71	195
Couvreur	103	521	137	410	151	493
Électricien	881	0	1 173	1	1 268	8
Ferblantier	69	33	126	112	107	148
Ferrailleur	77	16	49	87	28	198
Grutier	39	0	59	0	26	0
Mécanicien d'ascenseur	32	14	19	9	38	8
Mécanicien de chantier	17	11	31	10	48	5
Mécanicien de machinerie lourde	21	4	29	12	30	5
Monteur d'acier de structure	34	5	36	22	42	112
Monteur-mécanicien (vitrier)	60	63	68	86	83	120
Opérateur d'équipement lourd	81	134	101	183	99	170
Opérateur de pelles mécaniques	53	115	66	66	78	112
Peintre	96	201	135	312	131	310
Plâtrier	87	146	108	162	107	169
Poseur de systèmes intérieurs	113	29	142	31	159	27
Poseur de revêtements souples	12	69	21	42	23	23
Serrurier en bâtiment	6	15	15	18	8	85
Tuyauteur	438	1	542	2	591	6
Mécanicien en protection incendie	42	3	53	4	48	5
Frigoriste	202	4	193	7	222	11
TOTAL	4 670	2 287	5 792	3 842	6 164	3 770

RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES
CERTIFICATS DE COMPÉTENCE APPRENTI
SELON LA RÉGION DE PLACEMENT

	2009		2010		2011	
RÉGION DE PLACEMENT	DIPLOMÉS	NON DIPLÔMÉS	DIPLOMÉ	NON DIPLÔMÉS	DIPLÔMÉS	NON DIPLÔMÉS
	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE
Îles-de-la-Madeleine	9	10	8	6	20	17
Bas-St-Laurent / Gaspésie	202	37	221	34	243	49
Saguenay / Lac-St-Jean	249	54	342	200	321	216
Québec	932	454	1 171	551	1 210	319
Mauricie / Bois-Francs	283	135	370	272	372	231
Cantons-de-l'Est	151	163	174	202	189	103
Montréal	2 480	892	3 108	2 095	3 323	2 216
Outaouais	149	400	149	366	221	435
Nord-Ouest	112	109	124	81	107	91
Côte-Nord	101	32	117	35	148	91
Baie-James	2	0	7	0	7	0
Extérieur	0	1	1	0	3	2
TOTAL	4 670	2 287	5 792	3 842	6 164	3 770

RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES
CERTIFICATS DE COMPÉTENCE OCCUPATION
SELON LA RÉGION DE PLACEMENT

	2009		2010		2011	
RÉGION DE PLACEMENT	DIPLOMÉS	NON DIPLÔMÉS	DIPLOMÉ	NON DIPLÔMÉS	DIPLÔMÉS	NON DIPLÔMÉS
	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE
Îles-de-la-Madeleine	0	0	1	0	3	0
Bas-St-Laurent / Gaspésie	20	2	25	8	28	7
Saguenay / Lac-St-Jean	51	18	69	21	62	16
Québec	79	489	83	826	71	825
Mauricie / Bois-Francs	19	7	28	19	25	11
Cantons-de-l'Est	9	7	32	113	19	95
Montréal	263	1 825	279	2 012	265	2,648
Outaouais	16	354	17	354	16	430
Nord-Ouest	12	66	9	73	11	64
Côte-Nord	38	2	112	5	60	6
Baie-James	0	37	0	50	0	32
Extérieur	1	0	1	1	0	1
TOTAL	508	2 807	656	3 482	560	4 135

NOMBRE DE CERTIFICATS DE COMPÉTENCE COMPAGNON ÉMIS
RAISONS DE LA DÉLIVRANCE

	LE SALARIÉ A DÉJÀ ÉTÉ TITULAIRE COMPAGNON	LE SALARIÉ N'A JAMAIS ÉTÉ TITULAIRE COMPAGNON
2009	85 036	7 159
2010	76 314	15 056
2011	88 080	14 330

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP80

Nombre de travailleurs manquants ou en surplus, ventilé par région et par métier ou occupation en 2011- 2012 et prévisions pour 2012-2013.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La CCQ procède à l'ouverture d'un bassin de main-d'œuvre lorsqu'il y a moins de 5 % de la main-d'œuvre apprenti qui s'y trouve de disponible à l'emploi. Des personnes non diplômées dans un métier peuvent alors obtenir un certificat de compétence à condition de démontrer qu'un employeur souhaite les engager et de détenir un cours de sécurité.

Les bassins de main-d'œuvre sont mis à jour sur une base quotidienne. Les ouvertures de bassins sont constantes et sont affichées sur le site Internet de la CCQ.

Un nombre de 14 629 travailleurs ont obtenu un certificat de compétence apprenti ou occupation en 2011, dont 6 724 diplômés et 7 905 non-diplômés qui ont intégré l'industrie lors d'une ouverture des bassins (voir le tableau à la page suivante sur les nouvelles émissions de certificats de compétence apprenti par métier et occupation et par région de placement, en 2011).

Afin d'évaluer les besoins en diplômés de chacun des métiers de l'industrie de la construction, la CCQ procède à une vaste consultation triennale auprès de quelque 250 représentants patronaux et syndicaux siégeant aux 27 différents sous-comités professionnels regroupés sous son égide. Une fois la consultation terminée, un avis sur l'estimation des besoins en main-d'œuvre apprentie diplômée est transmis au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec. En 2011, cet exercice a amené l'industrie à estimer qu'elle aurait besoin annuellement de 7 147 travailleurs diplômés, et ce, de 2012 à 2015 (voir le tableau aux pages 3 et 4 pour le détail par métier et occupation).

DONNÉES SUR LES NOUVELLES ÉMISSIONS DE CERTIFICATS DE COMPÉTENCE APPRENTI (PAR MÉTIER) ET OCCUPATION PAR RÉGION DE PLACEMENT
POUR LA PÉRIODE DU 1er janvier AU 31 décembre 2011

MÉTIER	ÎLES-DE-LA-MADELEINE		BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE		SAGUENAY - LAC-ST-JEAN		QUÉBEC		MAURICIE - BOIS-FRANCS		CANTONS-DE-L'EST		MONTREAL		OUTAOUAIS		NORD-OUEST		CÔTE-NORD		BAIE JAMES		EXTÉRIEUR		TOTAL PROVINCIAL														
	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total												
Briqueur-maçon	0	0	0	9	0	9	13	0	13	52	8	60	28	4	32	22	2	24	359	3	362	32	11	43	2	0	2	1	3	4	0	0	0	1	0	1	519	31	550
Calorifugeur	0	0	0	0	2	2	0	5	5	1	4	5	1	3	4	1	6	7	16	20	36	0	4	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19	44	63
Carreleur	0	0	0	0	3	3	1	7	8	21	20	41	4	8	12	2	7	9	79	116	195	2	29	31	1	2	3	0	7	7	0	0	0	0	0	0	110	199	309
Charpentier-menuisier	8	7	15	135	0	135	141	105	246	486	7	493	186	85	271	78	3	81	875	797	1 672	94	204	298	51	30	81	69	47	116	6	0	6	0	0	0	2 129	1 285	3 414
Chaudronnier	0	1	1	1	0	1	7	0	7	1	0	1	4	0	4	3	0	3	11	0	11	0	0	0	0	0	0	2	0	2	0	0	0	0	0	29	1	30	
Cimentier-applicateur	0	0	0	0	3	3	2	18	20	26	21	47	3	12	15	0	19	19	39	112	151	0	7	7	0	3	3	1	0	1	0	0	0	0	0	0	71	195	266
Couvreur	0	0	0	2	9	11	0	17	17	50	63	113	2	51	53	0	17	17	91	286	377	5	37	42	0	9	9	1	4	5	0	0	0	0	0	0	151	493	644
Électricien	4	4	8	45	0	45	62	0	62	224	0	224	66	0	66	28	0	28	728	0	728	39	4	43	33	0	33	38	0	38	1	0	1	0	0	0	1 268	8	1 276
Ferblantier	0	0	0	1	3	4	4	4	8	24	15	39	6	11	17	4	0	4	63	101	164	0	9	9	3	5	8	2	0	2	0	0	0	0	0	107	148	255	
Ferrailleur	0	0	0	0	4	4	1	7	8	0	25	25	3	6	9	2	9	11	22	142	164	0	4	4	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	28	198	226	
Grutier	0	0	0	1	0	1	1	0	1	3	0	3	1	0	1	2	0	2	15	0	15	1	0	1	0	0	0	2	0	2	0	0	0	0	0	26	0	26	
Mécanicien d'ascenseur	0	0	0	0	1	1	0	0	0	6	4	10	0	1	1	0	0	0	32	0	32	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	38	8	46	
Mécanicien de chantier	0	0	0	8	5	13	3	0	3	4	0	4	2	0	2	0	0	0	28	0	28	0	0	0	0	0	0	3	0	3	0	0	0	0	0	48	5	53	
Mécanicien de machinerie lourde	0	0	0	1	0	1	8	0	8	7	2	9	1	0	1	2	0	2	6	1	7	1	2	3	0	0	0	4	0	4	0	0	0	0	0	30	5	35	
Monteur d'acier de structure	0	0	0	2	3	5	1	32	33	1	33	34	1	0	1	0	2	2	33	23	56	1	2	3	0	7	7	3	10	13	0	0	0	0	0	42	112	154	
Monteur-mécanicien (vitrier)	0	0	0	3	2	5	1	5	6	23	9	32	1	5	6	0	5	5	55	62	117	0	20	20	0	6	6	0	6	0	0	0	0	0	0	83	120	203	
Opérateur d'équipements lourds	0	0	0	8	0	8	3	1	4	25	35	60	5	0	5	2	0	2	45	115	160	0	8	8	3	11	14	8	0	8	0	0	0	0	0	99	170	269	
Opérateur de pelles mécaniques	1	2	3	7	0	7	4	0	4	29	25	54	3	0	3	1	8	9	28	67	95	0	9	9	0	1	1	5	0	5	0	0	0	0	0	78	112	190	
Peintre	0	1	1	1	12	13	14	1	15	36	25	61	3	18	21	1	16	17	74	194	268	0	28	28	1	8	9	1	7	8	0	0	0	0	0	131	310	441	
Plâtrier	2	0	2	0	1	1	14	3	17	38	0	38	2	20	22	1	5	6	43	122	165	5	12	17	0	3	3	2	3	5	0	0	0	0	0	107	169	276	
Poseur de systèmes intérieurs	0	2	2	0	0	0	0	4	4	21	1	22	3	0	3	1	0	1	130	3	133	3	17	20	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	159	27	186	
Poseur de revêtements souples	0	0	0	1	0	1	0	3	3	8	0	8	2	1	3	1	4	5	10	0	10	0	8	8	1	3	4	0	2	2	0	0	0	2	2	23	23	46	
Serrurier de bâtiment	0	0	0	0	0	0	0	4	4	1	21	22	0	6	6	0	0	0	7	49	56	0	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	85	93	
Tuyauteur	5	0	5	15	0	15	31	0	31	93	0	93	19	0	19	20	0	20	358	3	361	34	3	37	10	0	10	5	0	5	0	0	1	0	1	591	6	597	
Mécanicien en protection incendie	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	1	45	0	45	0	4	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48	5	53	
Frigoriste	0	0	0	3	0	3	10	0	10	29	1	30	25	0	25	17	0	17	131	0	131	4	6	10	2	3	5	1	1	2	0	0	0	0	0	222	11	233	
Sous-total	20	17	37	243	49	292	321	216	537	1 210	319	1 529	372	231	603	189	103	292	3 323	2 216	5 539	221	435	656	107	91	198	148	91	239	7	0	7	3	2	5	6 164	3 770	9 934
Occupation	3	0	3	28	7	35	62	16	78	71	825	896	25	11	36	19	95	114	265	2 648	2 913	16	430	446	11	64	75	60	6	66	0	32	32	0	1	1	560	4 135	4 695
GRAND TOTAL	23	17	40	271	56	327	383	232	615	1 281	1 144	2 425	397	242	639	208	198	406	3 588	4 864	8 452	237	865	1 102	118	155	273	208	97	305	7	32	39	3	3	6	6 724	7 905	14 629

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction générale 2011-04-02

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Information complémentaire à la fiche RP80

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPX80

Nombre de diplômés estimés pour la période 2012 à 2015 : proposition de la CCQ et avis des sous-comités professionnels du CFPIC et historique

Sous-comité professionnel	Diplôme	Proposition CCQ			Avis SCP		
		Besoins annuels estimés	% diplômés	Nb diplômés	Besoins annuels estimés	% diplômés	Nb diplômés (annuels)
Briqueteur-maçon	Briquetage-maçonnerie	476	80 %	381	476	100 %	476
Calorifugeur	Calorifugeage	44	100 %	44	44	100 %	44
Carrelleur	Carrelage	183	63 %	120	185	65 %	120
Charpentier-menuisier	Charpenterie-menuiserie	2 700	80 %	2 160	2 700	80 %	2 160
Chaudronnier	Chaudronnerie	28	100 %	28	22	100 %	22
Cimentier-applicateur	Préparation et finition de béton	230	50 %	115	115	50 %	115
Couvreur	Pose de revêtements de toiture	610	50 %	305	610	75 %	458
Électricien (2)	Électricité	945	100 %	945	750	100 %	750
Électricien (2)	Installation et entretien de systèmes de sécurité	70	100 %	70	50	100 %	50
Ferblantier	Ferblanterie-tôlerie	264	75 %	198	264	75 %	198
Ferrailleur	Pose d'armature du béton	88	80 %	70	88	80 %	70
Frigoriste	Réfrigération	220	100 %	220	220	100 %	220
Grutier	Conduite de grues	40	100 %	40	90	100 %	90
Mécanicien d'ascenseur	Mécanique d'ascenseur	55	100 %	55	55	87 %	48
Mécanicien de machines lourdes	Mécanique d'engins de chantier	22	100 %	22	22	100 %	22
Mécanicien en protection-incendie	Mécanique de protection-incendie	66	100 %	66	66	100 %	66
Mécanicien industriel de chantier	Mécanique industrielle de construction et d'entretien	48	100 %	48	48	100 %	48

Les zones en gris identifient les différences entre les propositions de la CCQ et les avis des sous-comités professionnels.

Remarque :

(1) Un seul programme d'études professionnelles pour les deux métiers. Les deux avis combinés correspondent à un total de 250 diplômés

(2) Deux programmes d'études pour le même métier.

(3) Un seul programme d'études professionnelles pour les deux métiers. Les deux avis combinés correspondent à un total de 110 diplômés

Nombre de diplômés estimés pour la période 2012 à 2015 : proposition de la CCQ et avis des sous-comités professionnels du CFPIC et historique

Sous-comité professionnel	Diplôme	Proposition CCQ			Avis SCP		
		Besoins annuels estimés	% diplômés	Nb diplômés	Besoins annuels estimés	% diplômés	Nb diplômés (annuels)
Monteur d'acier de structure	Montage structural et architectural (3)	66	100 %	66	66	100 %	66
Monteur-mécanicien (vitrier)	Installation et fabrication de produits verriers	165	80 %	132	165	100 %	165
Opérateur de pelles	Conduite d'engins de chantier (1)	160	70 %	110	160	70 %	110
Opérateur d'équipement lourd	Conduite d'engins de chantier (1)	200	70 %	140	200	70 %	140
Peintre	Peinture de bâtiment	410	100 %	410	410	100 %	410
Plâtrier	Plâtrage	200	50 %	100	200	100 %	200
Tuyauteur	Plomberie-chauffage	442	100 %	442	442	100 %	442
Poseur de revêtements souples	Pose de revêtements souples	85	70 %	60	85	70 %	60
Poseur de systèmes intérieurs	Pose de systèmes intérieurs	208	100 %	208	208	100 %	208
Serrurier de bâtiment	Montage structural et architectural (3)	55	80 %	44	55	80 %	44
Occupation	Arpentage-topographie	100	100 %	100	100	100 %	100
Occupation	Forage-dynamitage	30	100 %	30	30	100 %	30
Occupation	Monteur de lignes	140	100 %	140	A venir suite à de nouvelles consultations		
Occupation	Plongée professionnelle	12	100 %	12	12	100 %	12
Occupation	Soudage haute-pressure	28	100 %	28	28	100 %	28
Occupation	Soudage-montage	35	100 %	35	35	100 %	35
Total		8 425		6 944	8 001		7 007

À venir suite aux nouvelles consultations

Les zones en gris identifient les différences entre les propositions de la CCQ et les avis des sous-comités professionnels.

Remarque :

- (1) Un seul programme d'études professionnelles pour les deux métiers. Les deux avis combinés correspondent à un total de 250 diplômés
- (2) Deux programmes d'études pour le même métier.
- (3) Un seul programme d'études professionnelles pour les deux métiers. Les deux avis combinés correspondent à un total de 110 diplômés

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale 2011-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP81

Prévisions de surplus ou de manque de main-d'œuvre par métier ou par occupation pour les cinq prochaines années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les besoins pour de nouveaux travailleurs dans l'industrie de la construction ne se démentent pas : l'activité a enregistré une croissance de 8 % en 2011, pour s'établir à 155,6 millions d'heures travaillées et un record de 158 900 travailleurs ont foulé les chantiers de construction dans la province.

Les prochaines années apparaissent encore prometteuses, malgré le repli anticipé de la construction résidentielle. De nombreux investissements continueront d'être soutenus par les projets publics, au moment où les projets privés d'importance se feront aussi de plus en plus nombreux. À moins d'un assombrissement net de l'économie, la vitalité des chantiers non résidentiels pourrait propulser le volume de travail à près de 170 millions d'heures, d'ici les quatre prochaines années, et un nombre de 165 000 travailleurs seraient actifs en 2014.

Dans le secteur du génie civil et de la voirie, les investissements routiers continueront d'augmenter à court terme, comme les investissements dans les infrastructures municipales, égouts et aqueducs. Par la suite, une activité stable est attendue. La réduction des investissements en vertu de Plan québécois des infrastructures devrait en effet être en bonne partie compensée par les ambitieux plans triennaux d'investissements des villes, en matière de transport en commun notamment, par les investissements fédéraux sur les ponts et par ceux générés par le Plan Nord. De son côté, Hydro-Québec devrait aussi soutenir une activité comparable. Les investissements dans les lignes de transports augmenteront, pendant qu'une réduction pourrait toucher les chantiers de centrales électriques, vu la finalisation du chantier Eastmain-1A-Sarcelle-Rupert. Pendant ce temps, les investissements privés dans les parcs d'éoliennes s'amplifieront toutefois.

La construction institutionnelle et commerciale prendra quant à elle encore de l'ampleur, en particulier grâce aux projets institutionnels, alors que les chantiers des grands centres hospitaliers universitaires de Montréal et de Québec battront leur plein. Le bâtiment commercial offre aussi encore des possibilités de croissance, du côté des espaces de bureaux et des installations sportives ou culturelles, notamment.

Pour sa part, le secteur industriel est également garant d'un avenir prometteur. De projets miniers majeurs, dont ceux favorisés par le Plan Nord, par exemple celui d'ArcelorMittal à Fermont ainsi que la mine de fer de New Millenium à Schefferville ou celui de la mine de diamants de Stornoway Diamond Corporation aux monts Otish, présagent une forte demande pour les salariés du secteur.

Finalement, la construction résidentielle sera la seule à ralentir et suivra les tendances démographiques, soit une formation annuelle d'environ 45 000 ménages, d'ici les cinq prochaines années, soutenue par l'accroissement du nombre d'immigrants admis au Québec. En dépit de la baisse prévue, l'activité dans ce secteur demeurera relativement élevée.

D'excellentes perspectives d'emploi se présenteront donc encore au cours des prochaines années. En outre, l'industrie connaîtra des besoins de remplacement croissants, en raison du vieillissement des travailleurs et de leur roulement élevé. Ainsi, après avoir recruté près de 15 000 travailleurs en 2011, l'industrie aura besoin d'environ 14 000 nouveaux travailleurs par année, d'ici 2014.

En effet, les besoins en main-d'œuvre de plusieurs métiers et occupations seront élevés, en raison de la vigueur des travaux de génie civil et de voirie. C'est le cas pour les monteurs de lignes et les scaphandriers. De même, la demande de main-d'œuvre du secteur institutionnel et commercial ainsi que la disponibilité en général restreinte des travailleurs explique les besoins plus accentués pour les carreleurs, cimentiers-applicateurs, les couvreurs, les électriciens, les installateurs de système de sécurité, les ferblantiers, les ferrailleurs, les frigoristes, les grutiers, les mécaniciens d'ascenseur, les mécaniciens de protection-incendie, les monteurs-mécaniciens (vitriers), les poseurs de revêtements souples, les poseurs de systèmes intérieurs, les serruriers de bâtiment et les tuyauteurs. Il faut aussi s'attendre à une forte croissance de l'emploi pour les travailleurs de certains métiers et occupations industriels, notamment pour les calorifugeurs, les mécaniciens de chantier, les monteurs d'acier de structure et les soudeurs.

En conclusion, la Commission de la construction du Québec compte relever le défi de répondre aux besoins de main-d'œuvre.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Information complémentaire à la fiche RP81

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RPX81

Prévisions de surplus ou de manque de main-d'œuvre par métier ou par occupation pour les cinq prochaines années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les besoins pour de nouveaux travailleurs dans l'industrie de la construction ne se démentent pas : l'activité a enregistré une croissance de 8 % en 2011, pour s'établir à 155,6 millions d'heures travaillées et un record de 158 900 travailleurs ont foulé les chantiers de construction dans la province.

Les prochaines années apparaissent encore prometteuses, malgré le repli anticipé de la construction résidentielle. De nombreux investissements continueront d'être soutenus par les projets publics, au moment où les projets privés d'importance se feront aussi de plus en plus nombreux. À moins d'un assombrissement net de l'économie, la vitalité des chantiers non résidentiels pourrait propulser le volume de travail à près de 170 millions d'heures, d'ici les quatre prochaines années, et un nombre de 165 000 travailleurs seraient actifs en 2014.

Dans le secteur du génie civil et de la voirie, les investissements routiers continueront d'augmenter à court terme, comme les investissements dans les infrastructures municipales, égouts et aqueducs. Par la suite, une activité stable est attendue. La réduction des investissements en vertu de Plan québécois des infrastructures devrait en effet être en bonne partie compensée par les ambitieux plans triennaux d'investissements des villes, en matière de transport en commun notamment, par les investissements fédéraux sur les ponts et par ceux générés par le Plan Nord. De son côté, Hydro-Québec devrait aussi soutenir une activité comparable. Les investissements dans les lignes de transports augmenteront, pendant qu'une réduction pourrait toucher les chantiers de centrales électriques, vu la finalisation du chantier Eastmain-1A-Sarcelle-Rupert. Pendant ce temps, les investissements privés dans les parcs d'éoliennes s'amplifieront toutefois.

La construction institutionnelle et commerciale prendra quant à elle encore de l'ampleur, en particulier grâce aux projets institutionnels, alors que les chantiers des grands centres hospitaliers universitaires de Montréal et de Québec battront leur plein. Le bâtiment commercial offre aussi encore des possibilités de croissance, du côté des espaces de bureaux et des installations sportives ou culturelles, notamment.

Pour sa part, le secteur industriel est également garant d'un avenir prometteur. De projets miniers majeurs, dont ceux favorisés par le Plan Nord, par exemple celui d'ArcelorMittal à Fermont ainsi que la mine de fer de New Millenium à Schefferville ou celui de la mine de diamants de Stornoway Diamond Corporation aux monts Otish, présagent une forte demande pour les salariés du secteur.

Finalement, la construction résidentielle sera la seule à ralentir et suivra les tendances démographiques, soit une formation annuelle d'environ 45 000 ménages, d'ici les cinq prochaines années, soutenue par l'accroissement du nombre d'immigrants admis au Québec. En dépit de la baisse prévue, l'activité dans ce secteur demeurera relativement élevée.

D'excellentes perspectives d'emploi se présenteront donc encore au cours des prochaines années. En outre, l'industrie connaîtra des besoins de remplacement croissants, en raison du vieillissement des travailleurs et de leur roulement élevé. Ainsi, après avoir recruté près de 15 000 travailleurs en 2011, l'industrie aura besoin d'environ 14 000 nouveaux travailleurs par année, d'ici 2014.

En effet, les besoins en main-d'œuvre de plusieurs métiers et occupations seront élevés, en raison de la vigueur des travaux de génie civil et de voirie. C'est le cas pour les monteurs de lignes et les scaphandriers. De même, la demande de main-d'œuvre du secteur institutionnel et commercial ainsi que la disponibilité en général restreinte des travailleurs explique les besoins plus accentués pour les carreleurs, cimentiers-applicateurs, les couvreurs, les électriciens, les installateurs de système de sécurité, les ferblantiers, les ferrailleurs, les frigoristes, les grutiers, les mécaniciens d'ascenseur, les mécaniciens de protection-incendie, les monteurs-mécaniciens (vitriers), les poseurs de revêtements souples, les poseurs de systèmes intérieurs, les serruriers de bâtiment et les tuyauteurs. Il faut aussi s'attendre à une forte croissance de l'emploi pour les travailleurs de certains métiers et occupations industriels, notamment pour les calorifugeurs, les mécaniciens de chantier, les monteurs d'acier de structure et les soudeurs.

En conclusion, la Commission de la construction du Québec compte relever le défi de répondre aux besoins de main-d'œuvre :

- les difficultés du secteur manufacturier génèrent une main-d'œuvre apte à rapidement s'intégrer aux chantiers de construction;
- la récession du début des années 1990 a freiné l'entrée d'apprentis pendant plusieurs années et l'âge moyen des travailleurs a par conséquent augmenté; lors de la reprise des travaux, en 1998, l'industrie a dû embaucher rapidement des milliers d'apprentis et s'est donc trouvée en pénurie de personnel qualifié; or, ces apprentis deviennent maintenant compagnons, de sorte que la pénurie de personnel qualifié s'amenuise maintenant;
- les moyennes d'heures travaillées par travailleur demeurent faibles, notamment en raison de la saisonnalité des travaux, de sorte qu'il y a place à l'amélioration;
- l'industrie de la construction procède à une réévaluation régulière de ses besoins de finissants des écoles professionnelles et prend, le cas échéant, avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, les mesures appropriées pour augmenter les capacités de formation;
- la formation dans les métiers de la construction connaît une popularité sans précédent, de sorte que le recrutement ne pose en général pas de réels problèmes (l'âge moyen de la main-d'œuvre est en baisse, grâce au recrutement massif des dernières années);
- grâce aux fonds de formation, l'industrie de la construction possède un impressionnant dispositif de perfectionnement de la main-d'œuvre, permettant des formations adaptées aux projets particuliers;
- l'industrie redouble d'efforts dans l'intégration et la rétention de la main-d'œuvre chez certaines clientèles visées, comme les femmes, les Autochtones et les immigrants.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP82

Composition, budgets, mandats et rapports des comités de main d'œuvre Ontario-Québec

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Information complémentaire à la Fiche RP82

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPX82

Composition, budgets, mandats et rapports des comités main-d'œuvre Ontario-Québec.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il y a un Comité bipartite de coordination de l'Entente sur la mobilité de la main-d'œuvre entre le Québec et l'Ontario. Les règles de fonctionnement du Comité de coordination sont prévues à l'Entente (article 5.2).

Le mandat du Comité est de surveiller l'application de l'entente, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et l'accès aux chantiers, et traiter toute autre question pertinente.

Le Comité est formé de 3 représentants de chacune des provinces. Pour le Québec les représentants sont :

- Le sous-ministre adjoint aux politiques et à la recherche.
- La personne désignée comme point de contact officiel.
- Le conseiller responsable de la négociation et du suivi de l'entente au ministère du Travail.

Le Comité se réunit au besoin, mais au moins deux fois par année. Un rapport écrit présentant une étude approfondie de l'efficacité de l'Entente est prévu tous les cinq ans, soit un premier rapport en 2011. Entre-temps, chaque année, les parties s'échangent diverses données afin de suivre l'évolution du dossier.

Les frais de participation à chacune des réunions du comité sont aux frais des organisations de chacun des participants.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP83

Nombre d'exemptions de détenir un certificat de compétence au cours de la dernière année et motifs.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

MOTIFS	NOMBRE D'EXEMPTIONS ÉMISES EN 2011
Pénurie (art. 14.6)	1 722
Personne indispensable (art. 14.4)	227
Enfant d'employeur (art. 14.5)	1 924
Pénurie - sans préalables scolaires	4 520
Stages d'été	76
Ententes interprovinciales (art. 4)	286
Salarié occasionnel (art. 14.7)	4
Commissaire de l'industrie de la construction et autres (art. 21)	1 724
TOTAL	10 483

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

Information complémentaire à la fiche RP83

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPX83

Nombre d'exemptions de détenir un certificat de compétence au cours de la dernière année et motifs

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Afin de combler des besoins particuliers de l'industrie, la Commission de la construction du Québec « peut exceptionnellement exempter une personne de l'obligation de détenir un certificat de compétence-compagnon, un certificat de compétence-occupation ou un certificat de compétence-apprenti » (extrait de l'article 14 du Règlement sur la délivrance des certificats de compétence).

- L'émission d'une exemption vise à priori à répondre à un besoin précis d'un employeur pour une période limitée.

Quelques exemples des principales exemptions :

- **Personne indispensable** : Lorsque « l'employeur démontre que sans les services de cette personne il ne pourra convenablement faire exécuter un travail de construction particulier ». Par exemple, les tâches visées requièrent des connaissances et une expertise technique (celles-ci sont acquises dans le cadre d'un programme de formation obligatoire dispensé par le fabricant du produit et la garantie du produit peut être conditionnelle à ce que l'installation, la réparation ou l'entretien du produit soient effectués par un travailleur ayant reçu cette formation).
- **Pénurie dans une tâche particulière** : Lorsque « l'employeur démontre qu'aucun titulaire d'un certificat de compétence n'est disponible dans l'industrie de la construction pour exécuter les travaux justifiés par la demande ». Par exemple, si un employeur requiert un manœuvre spécialisé « limité à l'application d'uréthane giclée » pour exécuter ses travaux et qu'après vérification des bassins de manœuvre, aucun salarié déjà détenteur d'un certificat de compétence-occupation n'est disponible pour cette tâche spécifique, alors il y a pénurie dans une tâche particulière et une exemption peut être émise.
- **Pénurie dans un métier « candidats sans préalables scolaires (mesures administratives) »** : Selon la réglementation, l'employeur qui fait une demande en cas de pénurie pour une personne doit démontrer que celle-ci détient les préalables scolaires de secondaire 3 ou 4 selon le métier demandé. Lorsqu'il y a pénurie, certains salariés ne peuvent en faire la preuve immédiatement. Conséquemment, une mesure administrative a été mise en place. Celle-ci permet l'émission d'une exemption (ne visant que l'apprenti) de 3 mois/150 heures limitée à l'employeur et à la région visée par la pénurie.
- **Enfant d'employeur** : Lorsque « cette personne est l'enfant d'un employeur ou, si l'employeur est une société ou une personne morale, elle est l'enfant d'un associé de cette société ou d'un administrateur de cette personne morale, et cet employeur en fait la demande afin d'assurer la relève de l'entreprise. » Le lien avec l'employeur doit être filial.
- **Nouvel assujettissement** : Un métier ou une tâche de métier qui ne faisait pas partie de l'industrie est dorénavant assujetti à la Loi R.20 (exemple : en 1997, le métier de monteur-mécanicien vitrier a été assujetti à la Loi R.20).
- **Ententes interprovinciales** : Il existe présentement 3 ententes sur la mobilité de la main-d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences et des expériences de travail dans l'industrie de la construction : Ontario, Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve - Labrador (exemple : une exemption à détenir un certificat de compétence-occupation de 12 mois est émise à un salarié en provenance d'une de ces trois provinces).

Cas de travailleurs sans préalables scolaires : un stratégie d'intégration à l'emploi

Sur les 10 483 exemptions, les 4 520 exemptions « pénurie – sans préalables scolaires » sont des exemptions émises lors de pénuries de bassins.

Les salariés ne détenant pas leurs préalables scolaires, une exemption est émise afin de leur donner une période de temps (12 mois) pour obtenir ceux-ci.

Depuis 5 ans, cette mesure est un levier d'intégration à l'industrie de la construction de la main-d'œuvre moins scolarisée et qui présente parfois un passé de décrochage scolaire.

MOTIFS	NOMBRE D'EXEMPTIONS ÉMISES EN 2009	NOMBRE D'EXEMPTIONS ÉMISES EN 2010	NOMBRE D'EXEMPTIONS ÉMISES EN 2011
Pénurie (art. 14.6)	897	1 656	1 722
Personne indispensable (art. 14.4)	204	196	227
Enfant d'employeur (art. 14.5)	1 717	1 969	1 924
Pénurie - sans préalables scolaires	3 156	3 942	4 520
Stages d'été	74	86	76
Ententes interprovinciales (art. 4)	191	235	286
Salarié occasionnel (art. 14.7)	24	22	4
Autres* (art. 21)	2 001	2 287	1 724
TOTAL	8 264	10 393	10 483

*Autres : 1 exemption découlant des programmes d'échanges; 1,673 exemptions découlant du comité de révision; 15 exemptions découlant de nouveaux assujettissements dont les pompes à béton; 35 exemptions « autres ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP84

Nombre d'inspections effectuées par la CCQ, liste des chantiers enquêtés et résultats des enquêtes pour les cinq dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Inspections de chantier	2011
Nombre de visites de chantier effectuées	32 726
Nombre d'infractions constatées	13 420
Nombre d'enquêtes aux livres menées	2 339

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

Le 1^{er} mars 2012, un article intitulé « Plus de chantiers, moins d’enquêtes » paraissait dans La Presse sous la plume de Fabrice de Pierrebourg. À la suite d’informations obtenues en vertu de la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, le journaliste met en opposition le nombre croissant de chantiers et la baisse du nombre de visites par année.

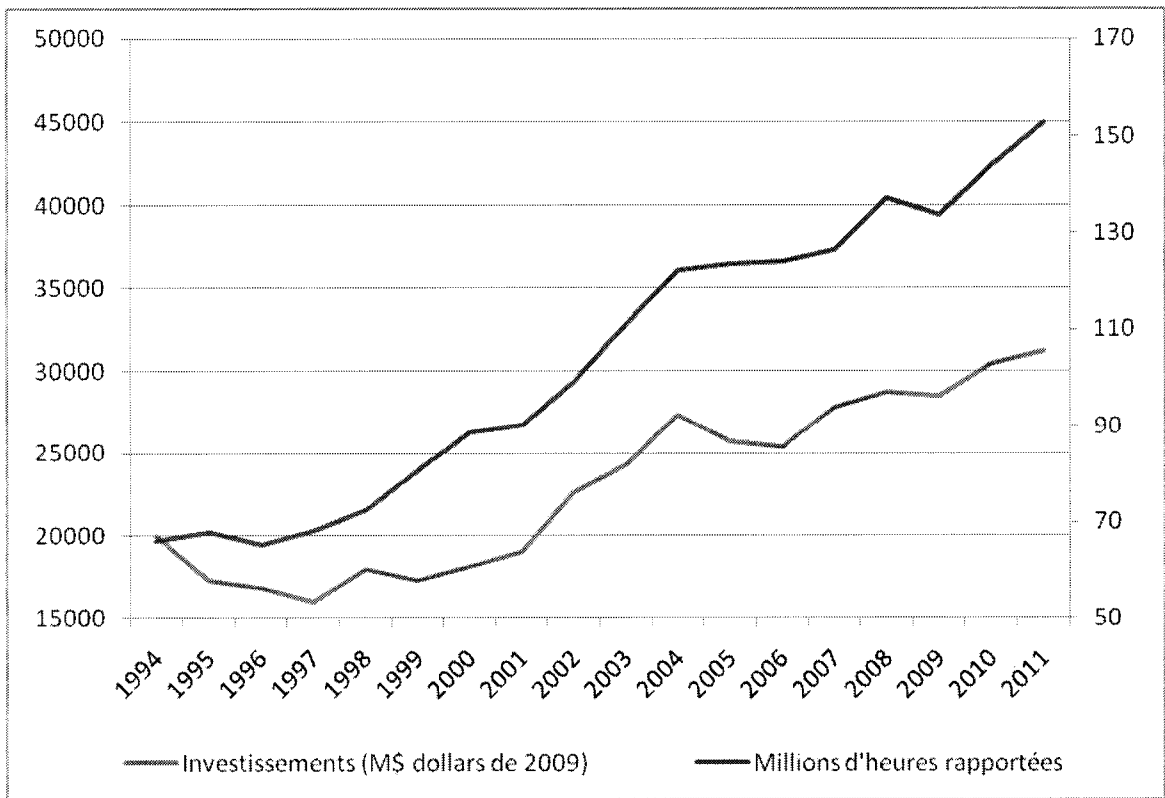
À NOTER : les chiffres qui sont dans l’article sont l’addition du nombre de visites d’inspections de chantiers ET du nombre d’enquêtes sur des actes d’intimidation et de discrimination, car telle était formulée la demande d’accès. De plus, au moment de la réponse donnée au journaliste, toutes les statistiques 2011 n’étaient pas encore comptabilisées. C’est pourquoi les chiffres contenus dans la fiche RP 84 diffèrent de ceux de l’article.

Le nombre de visite de chantier n’est pas un bon indicateur des efforts de la CCQ en matière de lutte au travail au noir. En effet, les actions de la CCQ cherchent non seulement à épingler les contrevenants, mais à encourager la déclarations volontaires, notamment par la visibilité de ses action (un peu comme des policiers qui sont visibles en bordure de la route afin de faire respecter les limites de vitesse). Comme le tableau plus bas le démontre, le nombre d’heures travaillées dans l’industrie a augmenté deux fois plus vite que les investissements de 1994 à 2011. Ceci signifie que les chantiers déclarent à la CCQ plus d’heures pour chaque dollar d’investissement.

De plus, les enquêtes de la CCQ doivent s’adapter aux stratagèmes de ceux qui cherchent contourner la loi et les conventions collectives en vigueur. Ce stratagèmes sont de plus en plus complexes, et les enquêtes également. Celles-ci sont plus ciblées, plus longues et plus approfondies, et les actions sont davantage centrées sur les chantiers et les métiers qui sont le plus à risque. Le nombre d’heures consacrées aux enquêtes a d’ailleurs augmenté de 17% de 2001 à 2010.

L’ensemble des secteurs

Entre 1994 et 2011, les heures déclarées augmentent de 131 % pendant que les investissements augmentent de 56 %



SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP85

Évolution du nombre d'inspecteurs à l'emploi de la CCQ depuis 2003-2004, par année et prévisions d'embauche pour 2012-2013.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Année	Nombre
2011	229

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Information complémentaire à la fiche RP85

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPX85

Évolution du nombre d’inspecteurs à l’emploi de la CCQ depuis 2003-2004, par année et prévisions d’embauche pour 2012-2013.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Année	Nombre
2003	162
2004	162
2005	162
2006	157
2007	157
2008	217
2009	217
2010	217
2011	229
2012	229

A la fin 2009, alors que depuis près de 10 mois le secteur de la construction fait l'objet de dénonciations publiques à plusieurs égards, le gouvernement demande à la CCQ:

- d'intensifier ses actions de lutte au travail au noir.
- d'ajuster ses méthodes d'enquête.

Trois (3) nouveaux projets sont présentés :

- Création d'une escouade Tactique
- Création d'un service de plainte et renseignement
- Création d'un service intégrité construction (prévention)

Le gouvernement ouvre la porte à un soutien financier plus important. 36 nouvelles ressources s'ajoutent aux quelques 90 déjà financer par le gouvernement dont **12 inspecteurs et techniciens aux opérations.**

Ce financement est maintenu depuis. Voici comment il se déploie pour 2012-2013

Projet	Nombre de postes subventionné	Coût total des postes subventionné
	s	s
Force d'inspection	88	6 295 000 \$
Escouade tactique	17	1 831 000 \$
Service de plaintes et de dénonciations	6	358 000 \$
Service intégrité construction	7	518 000 \$
TOTAL	118	9 002 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP86

Évolution du nombre d'employés dédiés à la lutte au travail au noir à l'emploi de la CCQ depuis 2003-2004, par année.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Année	Nombre
2011	395

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Information complémentaire à la fiche RP86

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPX86

Évolution du nombre d'employés dédiés à la lutte au travail au noir à l'emploi de la CCQ depuis 2003-2004, par année.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Année	Nombre
2004 :	331
2005 :	331
2006 :	331
2007 :	342
2008 :	347
2009 :	357
2010 :	357
2011 :	395

À la fin de l'année 2009, alors que depuis près de 10 mois le secteur de la construction fait l'objet de dénonciations publiques à plusieurs égards, le gouvernement demande à la CCQ :

- d'intensifier ses actions de lutte au travail au noir.
- d'ajuster ses méthodes d'enquête.

Trois nouveaux projets sont présentés :

- Création d'une escouade tactique
- Création d'un service de plainte et renseignement
- Création d'un service intégrité construction (prévention)

Le gouvernement ouvre la porte à un soutien financier plus important. **36 nouvelles ressources** s'ajoutent aux quelques 90 déjà financées. Ces 36 ressources seront graduellement en poste au cours de 2010, c'est pourquoi le total de 2010 ne reflète pas encore cet ajout.

Ce financement est maintenu depuis. Voici comment il se déploie pour 2012-2013

Projet	Nombre de postes subventionnés	Coût total des postes subventionnés
Force d'inspection	88	6 295 000 \$
Escouade tactique	17	1 831 000 \$
Service de plaintes et de dénonciations	6	358 000 \$
Service intégrité construction	7	518 000 \$
TOTAL	118	9 002 000 \$

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale 2012-04-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP87

Tout document relativement à la subvention octroyée par le ministre du Travail afin de lutter contre le travail au noir.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour l'exercice 2011-2012, le gouvernement du Québec a soutenu financièrement l'ajout de ressources à la CCQ pour lutter contre le travail au noir et l'évasion fiscale. Aux 4 M\$ annuels auxquels s'était engagé le gouvernement depuis l'exercice 2009-2010, se sont ajoutés 4,725 M\$.

Pour l'exercice 2011-2012, la CCQ a donc reçu au total 8,725 M\$ en subvention gouvernementale pour lutter contre l'évasion fiscale, les stratagèmes de fausses facturations et le blanchiment d'argent.

Toutes les équipes œuvrant au sein des divers projets sont opérationnelles.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Information complémentaire à la fiche RP87

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPX87

Tout document relativement à la subvention octroyée par le ministre du Travail afin de lutter contre le travail au noir.

Exposé et statistiques (s’il y a lieu)

Pour l’exercice 2011-2012, le gouvernement du Québec a soutenu financièrement l’ajout de ressources à la CCQ afin de lutter contre le travail au noir et l’évasion fiscale. Aux 4 M\$ déjà octroyés depuis 2009-2010, se sont ajoutés 4,725 M\$. Ceci porte à 8,725 M\$ le financement total accordé à la CCQ en 2011-2012 pour combattre le travail au noir, l’évasion fiscale et les stratagèmes de fausses facturations et de blanchiment d’argent.

Sur les 8,725 M\$ reçus, la CCQ prévoit retourner au gouvernement 1,916 M\$, comparativement à 2,682 M\$ en 2010-2011. Ceci représente un taux d’utilisation de 78 % de la subvention en 2011-2012, contre 70 % en 2010-2011.

Cette hausse globale du taux d’utilisation de la subvention s’explique par la baisse des taux de roulement des projets subventionnés, excepté celui de la Force d’intervention, dont le taux de roulement est passé de 18 % à 20,5 %.

Demande d’aide gouvernementale 2011-2012
Pour la période se terminant le 31 mars 2012

	PROJET 1 <u>FORCE</u> <u>D'INTERVENTION</u>	PROJET 2 <u>ESCOUADE</u> <u>TACTIQUE ET</u> <u>INVESTIGATEURS</u> <u>D'ÉLITE</u>	PROJET 3 <u>SERVICES DE</u> <u>PLAINTES ET DE</u> <u>DÉNONCIATIONS</u>	PROJET 4 <u>SERVICE</u> <u>INTÉGRITÉ</u> <u>CONSTRUCTION</u>	TOTAL
Nombre de postes subventionnés	88	17	6	7	118
Coût réel					
2010-2011	5 206 658	553 634	194 943	362 885	6 318 120
2011-2012	3 693 492	728 516	250 047	384 608	5 056 662
Subvention					
2010-2011	6 300 000	1 800 000	400 000	500 000	9 000 000
2011-2012	6 300 000	1 525 500	400 000	500 000	8 725 500
Écart					
2010-2011	(1 093 342)	(1 246 366)	(205 057)	(137 115)	(2 681 880)
2011-2012	(1 093 342)	(415 609)	(49 953)	(9 608)	(1 915 611)

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP88

Total des dépenses, incluant les honoraires d'avocat, de la CCQ relativement à la requête en mandamus intentée par le Local 711 des métiers de l'acier et le Conseil provincial du Québec des métiers de la construction pour les années 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale 2012-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Information complémentaire à la fiche RP88

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPX88

Total des dépenses, incluant les honoraires d'avocat, de la CCQ relativement à la requête en mandamus intentée par le Local 711 des métiers de l'acier et le Conseil provincial du Québec des métiers de la construction pour les années 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le procès est en cours. Il serait préjudiciable de fournir cette information.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale 2011-04-03